

505LM76018

827

(1940, 42)

Délégation spéciale de signature pour les contrats
passés avec la D.R. (sans suite)

Délégation spéciale de signature pour les contrats passés avec la D.R. (sans suite)

2 signatures
de M. le Président

Cher Monsieur le Président
Tel que

Ces deux signatures
n'ont pas été faites. Les
contredits ont été apposés
par le Comité (13 membres)
et signés par le Président
et le Vice-Président

18/14

Souvenir déjà signé



D.A.

Je soussigné Pierre FOURNIER, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français, 88 rue Saint-Lazare, Paris IX°,

Vu les pouvoirs qui m'ont été conférés par le Conseil d'Administration par sa délibération en date du 6 novembre 1940 et notamment le paragraphe II "Pouvoirs exceptionnels" de ladite délibération,

Confère à M. DUGAS, Chef du Service Technique de la Direction Générale de la Société Nationale des Chemins de fer Français,

Tous pouvoirs à l'effet de signer, au nom de la Société Nationale des Chemins de fer Français :

- la Convention conclue entre ladite Société et la Deutsche Reichsbahn relative à l'utilisation des voitures à voyageurs et fourgons à bagages mis à disposition de la Deutsche

Reichsbahn par la Société Nationale des Chemins de fer Français, et à l'utilisation réciproque des voitures à voyageurs et fourgons à bagages circulant suivant des roulements réguliers,

- la Convention passée entre ladite Société et la Deutsche Reichsbahn, relative à l'utilisation des locomotives à vapeur mises à la disposition de la Deutsche Reichsbahn par la Société Nationale des Chemins de fer Français,

- la Convention passée entre ladite Société et la Deutsche Reichsbahn concernant l'utilisation réciproque des wagons à marchandises.

Fait à Paris, le ^{trois} décembre 1942.

Hervier

ENREGISTRE
LE 4 DEC. 1942
RECUE *Entre cinq*
BUREAU, CAVE
VOL. 60 F 544

[Signature]



Je soussigné Pierre FOURNIER, agissant en
qualité de Président du Conseil d'Administration de
la Société Nationale des Chemins de fer Français,
88 rue Saint-Lazare, Paris IX^e,

Vu les pouvoirs qui m'ont été conférés par
le Conseil d'Administration par sa délibération en
date du 6 novembre 1940 et notamment le paragraphe II
"Pouvoirs exceptionnels" de ladite délibération,

Confère à M. DUGAS, Chef du Service Technique
de la Direction Générale de la Société Nationale
des Chemins de fer Français,

Tous pouvoirs à l'effet de signer, au nom
de la Société Nationale des Chemins de fer Français :
- la Convention conclue entre ladite Société et
la Deutsche Reichsbahn relative à l'utilisation des
voitures à voyageurs et fourgons à bagages mis à
disposition de la Deutsche Reichsbahn par la Société
Nationale des Chemins de fer Français, et à l'utili-

.....

sation réciproque des voitures à voyageurs et fourgons
à bagages circulant suivant des roulements réguliers,

- la Convention passée entre ladite Société et la
Deutsche Reichsbahn, relative à l'utilisation des
locomotives à vapeur mises à la disposition de la
Deutsche Reichsbahn par la Société Nationale des
Chemins de fer Français,

- la Convention passée entre ladite Société et la
Deutsche Reichsbahn concernant l'utilisation réci-
proque des wagons à marchandises.

Fait à Paris, le 3 décembre 1942.

P. FOURNIER.

Contre à M. DUCAS, Chef du Service Technique

de la Direction Générale de la Société Nationale
des Chemins de fer Français,

Tous pouvoirs à l'effet de signer, au nom

de la Société Nationale des Chemins de fer Français :

- la Convention conclue entre ladite Société et

la Deutsche Reichsbahn relative à l'utilisation des

voitures à voyageurs et fourgons à bagages mis à

disposition de la Deutsche Reichsbahn par la Société

Nationale des Chemins de fer Français, et à l'utili-

- l'établissement et la révision des budgets d'exploitation et la recherche de l'équilibre financier de la S.N.C.F. (article 18 de la Convention du 31 août 1937) ;

- l'approbation des programmes de travaux et de matériel roulant (article 41, § A de la Convention du 31 août 1937) ;

- l'approbation des comptes et bilan annuels ;

- la détermination des fractions de la faculté annuelle d'émission à concurrence desquelles peuvent être contractés les emprunts visés par les articles 28 et 43 de la Convention du 31 août 1937.

Ne sont couverts par cette délégation que les actes engageant la S.N.C.F. soit pour la durée des hostilités, soit, lorsqu'un terme ferme leur est assigné, pour une durée maximum de cinq ans. Cette limite ne s'applique pas aux marchés et traités qui, en raison notamment de la fluctuation des cours ou des conditions économiques et financières, requièrent célérité, circonstances dont le Président sera juge.

Le Président rendra compte au Conseil, dans sa plus prochaine séance, de l'usage qu'il aura fait de ces pouvoirs exceptionnels.

III - Dispositions diverses -

Même pour les opérations dépassant sa compétence, le Président est habilité à passer tous actes d'exécution nécessaires à condition que ces opérations aient fait, au préalable, l'objet d'une délibération du Conseil d'Administration.

En cas de contestation avec les tiers sur la portée des délégations qui lui sont consenties, le Président est habilité à donner une interprétation desdites délégations liant la Société.

Le Président peut consentir lui-même toutes délégations qu'il juge utiles, dans la limite des pouvoirs qui lui sont délégués.

Toutes délégations de pouvoirs antérieurement consenties, tant par le Conseil d'Administration que par le Comité de Direction, sont annulées.

Le Conseil d'Administration approuve le projet qui lui est soumis.

Pour extrait conforme

Paris, le 3 décembre 1942

Le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale
des Chemins de fer français,

Vu pour certification matérielle
de la signature de M. Fournier

Paris, le 3 DEC. 1942
Le Commissaire de Police,



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Siège social : 88, rue St-Lazare - PARIS 9ème -

Extrait du Procès-Verbal des délibérations
du Conseil d'Administration

Séance du 6 novembre 1940

Sont présents :

M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

DAYRAS, FREDAUT, LIAUD, MOREAU-NERET, de TARDE,
TIRARD.

Excusés : M.M. BOUTET, DEVINAT et GETTEN.

QUESTION I

c) Délégation de pouvoirs du Conseil au Président.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix le projet de délibération suivant :

Les pouvoirs que, en application du dernier alinéa de l'article 1er de la loi du 10 octobre 1940, le Conseil d'Administration délègue au Président, sous réserve pour lui de rendre compte au Conseil de sa gestion, sont les suivants :

I - Pouvoirs normaux -

a) Contracter tous emprunts visés par les articles 28 et 43 de la Convention du 31 août 1937 dans la limite, d'une part, des autorisations données par l'Assemblée Générale et, d'autre part, à concurrence, dès la promulgation de la loi de finances, de la moitié du montant maximum des autorisations d'émission fixées par cette loi et, pour le surplus, de fractions de ce montant déterminées au fur et à mesure des besoins de la Société Nationale par le Conseil d'Administration et à charge de compte rendu au Conseil d'Administration dans sa plus prochaine séance ;

b) Approuver les projets dont le montant à la charge de la S.N.C.F. ne dépasse pas 10 millions ;

c) et d) Approuver les marchés de fournitures, de travaux et de manutention (adjudications ou marchés de gré à gré) inférieurs à 20 millions, l'estimation de la dépense globale se faisant sur 10 années au plus, lorsque le marché porte ou peut porter sur une durée plus longue ; passer tous avenants auxdits marchés même approuvés par le Conseil, et consentir tous règlements amiables définitifs des mêmes marchés, y compris toutes réductions ou remises de pénalités, sans que la somme en jeu puisse dépasser 20 % du montant du marché, ni 4 millions de francs.

Approuver :

- les traités de factage et de camionnage intéressant les localités de moins de 150.000 habitants ;

- les avenants aux contrats passés avec la Compagnie des Wagons-Lits modifiant les tarifs et les prix d'application prévus par ces contrats ;

- les traités pour l'exploitation d'hôtels, buffets et buvettes quand la redevance annuelle ne dépasse pas 200.000 fr ;

Approuver les traités de correspondance et de réexpédition, les traités d'embranchements particuliers, les traités de partage de trafic, gares communes, échange de matériel et de traction, d'exploitation ainsi que les traités avec les entreprises de navigation ;

e) Lorsque le montant de l'opération ne dépasse pas 1 million de francs, décider tous achats, ventes, échanges, acquisitions et aliénations de biens, meubles et immeubles, acquérir par adjudication, même sur surenchère, poursuivre toutes expropriations ;

Décider toutes locations de moins de 18 ans lorsque le loyer annuel ne dépasse pas 200.000 francs ;

Consentir toutes occupations temporaires lorsque la redevance annuelle ne dépasse pas 200.000 francs ;

Passer et résilier tous contrats d'assurances dont la prime annuelle ne dépasse pas 200.000 francs et passer tous avenants aux contrats même approuvés par le Conseil d'Administration sans que, du fait des avenants ainsi passés, le montant primitif de la prime puisse être augmenté de plus de 20 % ;

Décider tous retraits, transferts, conversions et aliénations de valeurs pour l'acquisition desquelles le Président a compétence en vertu de l'alinéa k) ci-après ;

f) Approuver les nominations du personnel supérieur laissées à la décision du Directeur Général ;

g) Fixer, en application des règles arrêtées par le Conseil d'Administration, les traitements, salaires, gratifications et indemnités diverses des Directeurs, principaux chefs de service et fonctionnaires supérieurs de la Société Nationale ainsi que toutes les autres conditions de leur entrée au service de la Société Nationale ou de leur départ ;

h) Recevoir les sommes dues à la Société Nationale et notamment le montant du remboursement de tous titres, donner tous reçus, quittances et décharges ;

i) Sous réserve des formalités réglementaires d'homologation et à charge d'en rendre compte au Conseil d'Administration à sa plus prochaine séance, statuer sur toutes propositions tarifaires, dans les conditions fixées par le Cahier des Charges, à l'exception, toutefois, de celles :

- 1°) ayant pour but de réaliser l'équilibre financier de la S.N.C.F. par application des articles 18 et 19 de la Convention du 31 août 1937 ;

- 2°) ayant pour effet d'apporter une modification importante et générale dans l'exécution du service ;

- 3°) pouvant avoir une incidence importante sur les résultats financiers de la S.N.C.F.,

étant entendu que, dans ces deux derniers cas, le Président reste juge quant à l'importance de cette modification ou de cette incidence ;

j) Prendre toutes mesures conservatoires et exercer toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, former tous appels et pourvois, se désister, faire exécuter tous jugements et arrêts, faire procéder à toutes saisies et mesures d'exécution, introduire et suivre toutes réclamations en matière fiscale, devant toutes autorités et juridictions compétentes, représenter la Société Nationale dans toutes opérations d'ordre, de contribution, de faillite et de liquidation, adhérer à tous règlements amiables et à tous concordats ;

k) Déterminer l'emploi des fonds disponibles de la Société Nationale ;

Acquérir pour le compte des réserves toutes valeurs admises par la Banque de France en garantie d'avances ;

Autoriser tous compromis, transactions, acquiescements, désistements ainsi que toutes subrogations et antériorités, avec ou sans garantie, toutes mainlevées d'inscription, de saisies, d'oppositions avant ou après paiement, faire toutes remises de dettes, consentir la transformation de créances en actions, parts bénéficiaires ou obligations, sans que la somme en jeu puisse dépasser 1.000.000 de francs ;

l) Et, plus généralement, tous pouvoirs nécessaires pour assurer la bonne marche des affaires courantes de la Société Nationale et, notamment, les pouvoirs suivants concernant le fonctionnement de la trésorerie :

- souscrire, endosser, accepter, négocier et acquitter tous effets de commerce et billets à ordre ;

- faire ouvrir chez toutes banques, notamment à la Banque de France, tous comptes courants et avances sur titres et créer tous chèques et effets pour le fonctionnement de ces comptes et régler les conditions auxquelles la Société Nationale reçoit des fonds en dépôt et en compte courant ;

- demander et autoriser tous escomptes, avances et crédits quelles qu'en soient la forme et les conditions ;

- déterminer les conditions auxquelles la Société Nationale participe à des opérations d'émission.

II - Pouvoirs exceptionnels -

En cas d'urgence ou d'impossibilité de réunir le Conseil, le Président pourra exercer l'ensemble des pouvoirs du Conseil, à l'exception de ceux concernant :

.....

.....



D.A.

Je soussigné Pierre FOURNIER, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de Français, 88, rue Saint-Lazare, Paris IX°,

Vu les pouvoirs qui m'ont été conférés par le Conseil d'Administration par sa délibération en date du 6 novembre 1940 et notamment le paragraphe II "Pouvoirs exceptionnels" de ladite délibération, ensemble la délibération dudit Conseil en date du 9 décembre 1942

Confère à M. DUGAS, Chef du Service Technique de la Direction Générale de la Société Nationale des Chemins de fer Français,

Tous pouvoirs à l'effet de signer, au nom de la Société Nationale des Chemins de fer Français :

- la Convention conclue entre ladite Société et la Deutsche Reichsbahn relative à l'utilisation des voitures à voyageurs et fourgons à bagages mis

à disposition de la Deutsche Reichsbahn par la Société Nationale des Chemins de fer Français, et à l'utilisation réciproque des voitures à voyageurs et fourgons à bagages circulant suivant des roulements réguliers,

- la Convention passée entre ladite Société et la Deutsche Reichsbahn, relative à l'utilisation des locomotives à vapeur mises à la disposition de la Deutsche Reichsbahn par la Société Nationale des Chemins de fer Français,

- la Convention passée entre ladite Société et la Deutsche Reichsbahn concernant l'utilisation réciproque des wagons à marchandises.

Fait à Paris, le décembre 1942.



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Siège social : 88, rue St-Lazare - PARIS 9ème -

Extrait du Procès-Verbal des délibérations
du Conseil d'Administration

Séance du 9 décembre 1942

D.A.

Sont présents :

M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET, DAYRAS, DEVINAT, FREDAUT, GETTEN,
LIAUD, de TARDE, TIRARD.

Excusé : M. ZAFFREYA

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

b) Règlement des prestations fournies
à la Deutsche Reichsbahn au titre
du matériel moteur et roulant.-

M. LE PRÉSIDENT rend compte des négociations auxquelles viennent de donner lieu, avec les représentants de la Deutsche Reichsbahn, trois projets de conventions :

- l'un, relatif à l'utilisation des voitures à voyageurs et fourgons à bagages mis à la disposition de la D.R. par la S.N.C.F. et à l'utilisation réciproque des voitures à voyageurs et fourgons à bagages circulant suivant des roulements réguliers ;

- le second, relatif à l'utilisation des locomotives à vapeur mises à la disposition de la D.R. par la S.N.C.F. ;

- le troisième, concernant l'utilisation réciproque des wagons à marchandises.

Les négociations n'ont pas encore définitivement abouti, certains points demeurant en discussion. Ces points ont été consignés dans un Protocole final, dont il est donné lecture.

Chacune des Conventions, lorsque les termes auront pu en être arrêtés d'un commun accord, sera soumise à l'approbation du Conseil. Toutefois, au cas où l'urgence l'exigerait, M. le Président se réserve de les signer en faisant usage, à cet effet, des pouvoirs exceptionnels que le Conseil lui a conférés dans le § II de sa délibération du 6 novembre 1940.

Par contre, un accord est intervenu en vue du règlement forfaitaire de toutes les créances que, pour la période du 1er juin 1940 au 31 juillet 1942, pourrait faire valoir la S.N.C.F. à l'égard de la D.R., ou la D.R. à l'égard de la S.N.C.F., du fait de l'utilisation des locomotives, tenders, voitures, fourgons à bagages et fourgons pour trains de marchandises, ainsi que du fait de la réparation des véhicules et de la fourniture des pièces de rechange. La D.R. s'est déclarée disposée à verser à ce titre, pour solde de tous comptes, une somme globale de 125 M. de Reichsmarks et il est proposé au Conseil de se rallier à ce chiffre.

Après échange de vues auquel prennent part M. TIRARD et M. LE BESNERAIS, le Conseil prend acte de ce compte rendu.

Il approuve, d'autre part, le règlement forfaitaire envisagé pour la période du 1er juin 1940 au 31 juillet 1942.

Pour extrait conforme

Paris, le

1942

Le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale
des Chemins de fer français,